



ASSOCIATION
DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES COMMUNAUTÉS
DE FRANCE

» Téléchargez ce numéro

édito



Pascal
FORTOUL

Président
de l'ADGCF



" Trop de testostérone dans l'administration communautaire ! "

Des intercommunalités qui s'affirment comme des zones de non droit paritaire ? C'est le constat édifiant que dresse l'étude conduite par l'association *Elles Aussi* en 2017. Centrée sur les élus communautaires, l'analyse souligne que la parité qui avait, sous l'effet cumulé des dispositifs législatifs de 2000 et de 2013, lentement mais sûrement progressé au sein des exécutifs locaux au cours de ces dernières années, a connu un coup d'arrêt brutal à l'échelle communautaire. En cause : les dynamiques de fusion et d'extension des périmètres générées par la loi NOTRe. En effet, la recomposition des conseils communautaires qui en découle induit presque « mécaniquement » une réduction du nombre de femmes en responsabilité politique. Comment ? Via un double effet « kiss cool ». Le premier : 70 % des communes qui composent les intercommunalités ont moins de 1 000 habitants et ne sont soumises à aucune contrainte paritaire... Le second : dans des communautés désormais beaucoup plus vastes, les trois quarts des conseils municipaux n'ont désigné qu'un seul ^{[[SEP]]}représentant au sein du conseil communautaire, « le » maire, qui est... un homme ^{[[SEP]]} dans 84 % des cas. Bilan : 7, 5 % des présidents intercommunaux sont des femmes et seules 18 % des vice-présidents sont des vice-présidentes. Difficile, à l'aune de ces statistiques, de ne pas questionner l'image de « modernité » qui colle pourtant traditionnellement à la peau de l'intercommunalité...

Et du côté des directeurs généraux ? Mêmes inégalités criantes dans les hauts postes ? Si aucune enquête officielle n'a jusqu'à présent permis d'isoler le genre des membres des directions générales communautaires et métropolitaines, l'analyse rapide des profils du millier d'adhérents que compte l'ADGCF s'avère implacable : certes, au premier regard, on ne peut que se satisfaire du fait que notre association compte aujourd'hui près de 40 % de directrices générales. Néanmoins, cette donnée, plutôt positive, apparaît comme l'arbre qui cache la forêt. Car, à y regarder de plus près, on constate que plus de 80 % de nos adhérentes sont certes, DGS, mais essentiellement de communautés de communes et qu'elles occupent, dans les grandes intercommunalités urbaines, des fonctions de DGA. Dit autrement, elles semblent écartées des postes de DGS dans les agglomérations. L'exemple des métropoles, « nec plus ultra » de l'intercommunalité, est, à cet égard, symptomatique de l'attribution « genrée » des fonctions : on y dénombre deux « patronnes » de l'administration sur vingt et une possibles.

En somme, à l'instar de nos élus, nous faisons nous aussi figure de mauvais élève en matière de parité. Certes, l'obligation faite

aux communautés de plus de 20 000 habitants d'établir un rapport sur leur situation en matière d'égalité femmes-hommes, au sein de l'administration et du corps politique, va dans le bon sens. Mais pour l'ADGCF, il faut aller plus loin et œuvrer concrètement à la parité des postes de direction dans les services communautaires. C'est pourquoi, sous l'impulsion du Bureau national, nous avons décidé de nous lancer dans l'élaboration d'un certain nombre de propositions pragmatiques et susceptibles de mettre fin à l'entre-soi masculin dans les CODIR. Un nouveau chantier est ouvert : ses modalités et finalités seront débattues lors de notre Assemblée Générale, le 3 octobre à Deauville. Venez nombreux-ses !

PORTRAIT

Sébastien Lenoir, DGS du Grand Annecy (34 communes – 205 200 habitants) et délégué régional AURA de l'ADGCF, retrace les principales étapes de son parcours professionnel et évoque les projets qui constituent la trame de son activité quotidienne.



« Faire bouger les organisations institutionnelles »

[Lire la suite...](#)

INTERVIEW

Antoine Brochet, analyse, dans sa thèse de doctorat, 1er prix de thèse 2018 du GRALE, GIS-CNRS, les ressorts de l'innovation dans le domaine de la gestion de l'eau.



« La Société Publique Locale (SPL) pour la gestion des services de l'eau, une innovation de gestion adaptée aux problèmes spécifiques des territoires »

[Lire la suite...](#)

VIE DE L'ASSOCIATION

Assemblée Générale de l'ADGCF 3 octobre 2018 à Deauville

Bilan de l'année écoulée, activité de nos délégations régionales, mais aussi perspectives de l'année à venir : retrouvez le programme détaillé de l'Assemblée Générale de l'ADGCF qui se déroulera le 3 octobre prochain dans le cadre de la Convention nationale de l'intercommunalité et qui se ponctuera par un moment de convivialité.

[Programme et informations](#)

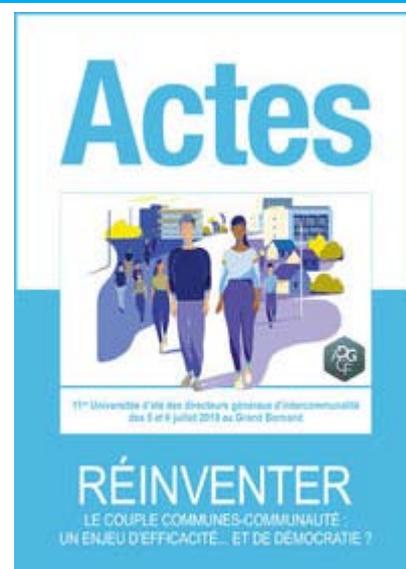


« Réinventer le couple Communes-Communauté : un enjeu d'efficacité et de démocratie ? »

Retrouvez les Actes des 11es Universités d'été des directeurs généraux d'intercommunalité

La 11ème édition des Universités d'été a permis aux directeurs généraux d'intercommunalité de participer à l'ébauche d'une geste architectural majeur : imaginer le devenir de notre organisation territoriale au XXIe siècle. Comment envisager les synergies au sein du bloc local ? Peut-on expérimenter à l'aune de la dynamique des communes nouvelles, des formules coopératives inédites entre communes et intercommunalités ? Face au désarroi démocratique contemporain, ces nouvelles alliances entre communes et communautés peuvent-elles refonder la qualité du lien entre gouvernants et gouvernés ? Autant de problématiques relatives dans les Actes des 11èmes Universités d'été de l'ADGCF !

[Téléchargez les actes](#)



« Décryptage des dynamiques métropolitaines contemporaines au prisme de la recherche-action »



Retour sur la conférence-débat du 4 septembre 2018 à Paris

La conférence-débat du 4 septembre organisée sous l'égide de Bruno Cassette, secrétaire national de l'ADGCF et DGS de la Métropole Européenne de Lille dans les locaux de la Caisse des Dépôts a permis de décrypter les dynamiques métropolitaines récentes et leurs impacts sur l'organisation institutionnelle du territoire. A cette occasion, deux nouvelles publications de l'ADGCF ont été diffusées, en présence de leurs auteurs.

[Lire la suite...](#)

« Quand les nouvelles grilles d'analyse des interactions territoriales et les approches prospectives institutionnelles et sociétales font émerger des pistes stratégiques pour l'action publique »



Retour sur la 2e session extraordinaire du Club prospective de La Rochelle des 30 et 31 août 2018

Collège associé de l'ADGCF, le Club Prospective s'est réuni les jeudi 30 et 31 août dernier à La Rochelle, pour y tenir sa session extraordinaire sur le thème « Campagnes, villes moyennes, métropoles ... : prospective et stratégie à toutes les échelles ! ». Accueillis par la communauté d'agglomération de La Rochelle, les participants ont assisté aux exposés et débats qui ont éclairé les mécanismes à l'œuvre aujourd'hui : fusion des communes ou encore intensification des coopérations territoriales. De nouvelles clés de lecture stratégiques ont également été apportées, que ce soit au travers de l'analyse fonctionnelle des territoires ou par la nécessaire prise de hauteur à échelle internationale, venant questionner le local.

[Lire la suite...](#)

Relance de l'appel à manifestation d'intérêt consacré à l'économie circulaire : «Tiers-lieux et innovation ouverte/écologie industrielle et territoriale »

Le 26 avril dernier, l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) aux projets d'expérimentation en économie circulaire organisé par l'ADGCF en partenariat avec le CNER, Véolia, et Villes de France, a permis d'apporter des éléments d'informations sur les projets et d'approfondir les pistes de réflexions issues de ces expériences.

À cette occasion avaient été présentés deux projets dédiés à l'utilisation de l'open data dans l'innovation de services urbains, dont notamment le projet TUBA (Tubes à expérimentation urbaine) de la métropole de Lyon et le projet BOUDA (Boulogne Urban Data) de la ville de Boulogne-sur-Mer. L'exposé du projet d'écologie industrielle et territoriale mis en place dans le port de Boulogne-sur-Mer a fait l'objet de débats de la deuxième partie du séminaire.

Afin de capitaliser les acquis de ce premier séminaire, l'ADGCF et ses partenaires cherchent à identifier de nouveaux territoires qui expérimentent ou mettent en place de projets en économie circulaire.

Contact : david.lebras@adgcf.fr

 [Téléchargez la synthèse du séminaire du 26 avril](#) (pdf, 398 Ko)

VIE EN RÉGIONS

Délégation Occitanie

Vendredi 26 octobre à Beziers

L'exonération de la taxe d'habitation et la révision des valeurs locatives des locaux professionnels

[Programme et informations](#)

ESPACE PARTENAIRES

CAISSE DES DÉPÔTS : campagne solde DIF et décrémentation

« **Compte personnel de formation : réussir le déploiement auprès des agents publics territoriaux** »

Le droit individuel à la formation (DIF), mis en place dans la fonction publique en 2007, visait ainsi à permettre aux agents publics de se saisir de la formation comme un levier pour donner un nouvel élan à leurs parcours professionnels. (...) C'est pourquoi, afin de donner un nouvel élan à l'objectif de favoriser la mise en œuvre des projets d'évolutions professionnelles, le bénéfice du compte personnel de formation (CPF) a été étendu en janvier 2017 à l'ensemble des agents publics. Toute personne qui intègre la fonction publique conserve dorénavant les droits qu'elle a pu acquérir au titre d'activités salariées exercées auparavant.

 [Téléchargez le document](#) (pdf, 337 Ko)

CNFPT Formation en ligne : MOOC Mutations territoriales "Comprendre et Agir"

Le CNFPT propose un MOOC en 6 séances pour actualiser vos connaissances et trouver des pistes d'action dans les transformations en cours du paysage territorial.



Pour s'inscrire : [cliquez ici](#)

 [Plus d'informations...](#) (pdf, 678 Ko)

WEKA WEB-CONFERENCE

Mercredi 3 octobre 2018 (11h à 12 h) « Absentéisme : le management responsable ? »

La lutte contre l'absentéisme dans la fonction publique est un « marronnier » dont la presse s'empare régulièrement mais elle est trop rarement mise en rapport avec la qualité du management.



Pour s'inscrire, [cliquez ici](#).

KPMG : acquisition du cabinet ENEIS Conseil

KPMG continue d'accélérer le développement de ses activités de conseil et annonce l'acquisition du cabinet ENEIS, acteur français de référence du conseil dans le secteur public. ENEIS by KPMG devient filiale de KPMG, rattachée à son département Secteur Public Local.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



KPMG & LOCALNOVA

« **Transformer le modèle de conseil aux collectivités locales** »

KPMG, cabinet d'audit et de conseil et LOCALNOVA, éditeur d'applicatifs web d'analyse et d'évaluation financière pour les collectivités locales, signent un accord de coopération afin de transformer le modèle de conseil aux collectivités.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



Retrouvez toute l'actualité de l'Association sur notre site internet www.adgcf.fr

La lettre d'information de l'ADGCF - Vous désabonner